



Identification : PM/2025-C-00275

Émetteur : DG/CEAMAR/SMA/BAPR
Repère support : HP

PROJET DE MARCHÉ

TRAVAUX DE REFECTION DES SANITAIRES BÂTIMENT 211 DE L'APM

Indice	Date	Rédacteur	Approbateur	Approbateur Technique
0	04/2026	H. PEILLET	M. ARNAL	J. SUBILS



**COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CENTRE DE MARCOULE
30207 BAGNOLS-SUR-CEZE CEDEX**

MARCHÉ N°: 4000XXXXXX / XXXXX

OBJET : XXXXX

Entre,

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 Paris, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS 775 685 019, représenté par M., agissant en qualité de

Ci-après dénommé "le CEA",

D'une part,

Et,

En cas de candidature individuelle

..... (**nom de la société**), Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par, agissant en qualité de

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "*les Parties*".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

En cas de candidature en groupement

Le Groupement Momentané d'Entreprise (**Solidaire ou Conjoint**), composé comme suit :

..... (**nom de la société**), **1^{er} cotraitant, Mandataire Solidaire du Groupement**, Société.....
(**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de €, domiciliée au,
inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS
....., représentée par, agissant en qualité de,

Et,

..... (**nom de la société**), **2^{ème} cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par,
agissant en qualité de,

Et,

..... (**nom de la société**), **3^{ème} cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par,
agissant en qualité de,

ET,

..... (**Le soumissionnaire peut ajouter d'autres cotraitant en mentionnant les mêmes informations que celles demandées supra.**)

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "*les Parties*".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Objet	6
ARTICLE 2	Documents contractuels	6
ARTICLE 3	Nature et etendue du marché	6
3.1	Prestations fermes	6
3.2	Prestations optionnelles	7
3.3	Prestations sur prix unitaires	7
3.4	Prestations sur Fiche De Modifications sur Devis Préalable (FDMDP)	7
ARTICLE 4	Modalités d'exécution	7
4.1	Modalités de levée des options	7
4.2	Modalités d'exécution des prestations sur prix unitaires	8
4.3	Modalités d'exécution des prestations sur FDMDP	8
4.3.1	Expression du besoin	8
4.3.2	Offre du Titulaire	8
4.3.3	Signature de la FDMDP	8
ARTICLE 5	Conditions financières	9
5.1	Détails des prix	9
5.1.1	Prestations fermes	9
5.1.2	Prestations optionnelles	9
5.1.3	Prestations sur prix unitaires	10
5.1.4	Prestations sur FDMDP	11
5.2	Révision des prix	11
ARTICLE 6	Paiement du prix	12
6.1	Termes de paiement	12
6.1.1	Prestations fermes	12
6.1.2	Prestations optionnelles	13
6.1.3	Prestations sur Prix Unitaires	13
6.1.4	Prestations sur FDMDP	13
6.2	Modalités de facturation	13
6.3	Régime fiscal	15
ARTICLE 7	Durée et délai	15
7.1	Délai d'exécution des prestations correspond au délai nécessaire à la réalisation des prestations	15
7.2	Durée du marché correspond au délai de validité du marché	16
7.3	Délais spécifiques	16
ARTICLE 8	Pénalités	16
8.1	Pénalités de délais	16
8.2	Contrôle des exigences sociales et environnementales	16
8.3	Pénalités pour non publication par le Titulaire de son BEGES et du plan de transition associé	17
ARTICLE 9	Conditions particulières d'exécution	17
9.1	Publication par le Titulaire de son BEGES et du plan de transition associé	17

9.2	Arrêts de chantier	17
9.2.1	Généralités	17
9.2.2	Arrêts programmés	17
9.2.3	Arrêts inopinés du fait du CEA	17
9.2.4	Arrêts inopinés du fait de facteurs externes au CEA et au Titulaire	18
9.2.5	Reprise des travaux	18
9.3	Suspension de marché	18
9.4	Interlocuteurs	19
9.5	Respect par le titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale	19
ARTICLE 10	Gestion des modifications	19
10.1	Ajout de prestations unitaires forfaitaires	19
10.2	Évolution des prestations par FMDMP	20
ARTICLE 11	Sous-traitance	20
ARTICLE 12	Garantie de parfait achèvement	20
ARTICLE 13	Compétence juridictionnelle	21
ANNEXE 1	: Clauses génériques	22
ANNEXE 2	: Clauses de protection des informations	27
ANNEXE 3	: Retenue de garantie	29
ANNEXE 4	: Surveillance médicale du personnel d'entreprise extérieure appelée à travailler sur le site de Marcoule	32

ARTICLE 1 OBJET

Le présent marché a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire réalise les prestations de travaux de réfection des sanitaires du bâtiment 211 de l'APM.

Les prestations du présent marché sont assurées pour le compte de la Direction des Energies (DES), Centre de Marcoule (MAR), Direction des projets de Démantèlement, de Service nucléaire et de gestion des Déchets (DDSD) et Unité Démantèlement Haute Activité Marcoule (UDHA)

ARTICLE 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché, ses annexes et ses éventuels avenants, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Code de Sécurité de Marcoule *,
- Le Cahier des Charges référencé CC EX 20250164 ind.0 - CCT - REFECTION SANITAIRES BAT211 et ses annexes, ainsi que les documents associés,
- Le Règlement applicable aux Entreprises Extérieures intervenant sur le site de Marcoule référencé CSAE PR 105 à l'indice en vigueur *,
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA dans leur édition du 1^{er} janvier 2022,
- Le Cahier des Clauses Sociales Particulières de janvier 2021,
- L'offre du Titulaire réf. du, à titre supplétif. **A renseigner par le soumissionnaire.**

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales ou particulières du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

*Documents consultables sur le site <https://www.cea.fr/Marcoule/Pages/EE.aspx>

ARTICLE 3 NATURE ET ETENDUE DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché de travaux au sens de l'article L.1111-2 du Code de la commande publique.

Son étendue est précisée dans le Cahier des Charges et ses annexes qui sont applicables sans restriction ni exclusion.

Les prestations, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des exigences et fonctionnalités exprimées par le CEA dans le cahier des charges.

Ces prestations issues du cahier des charges, mentionné à l'article 2 supra, comprennent :

3.1 PRESTATIONS FERMES

- Poste n°1 : Etudes d'exécution ;
- Poste n°2 : Travaux préparatoires et démolition ;

- Poste n°3 : Travaux de second œuvre ;
- Poste n°4 : Remise du dossier constructeur.

Les prestations et les livrables attendus au titre des prestations fermes sont détaillés au cahier des charges, cité à l'article 2 supra.

3.2 PRESTATIONS OPTIONNELLES

- Option n 1 : travaux de réfection de 100m² de faux plafond local 133 ;
- Option n°2 : Dépose et remplacement des fenêtres amiantées des locaux 143, 144, 145.

Les prestations et les livrables attendus au titre des prestations optionnelles sont détaillés au cahier des charges, cité à l'article 2 supra.

3.3 PRESTATIONS SUR PRIX UNITAIRES

- BPU n°1 : Prix au mètre linéaire pour remplacement des tuyauteries de distribution EC et EF en acier ;
- BPU n°2 : Prix au mètre carré pour la fourniture et mise et pose de carrelage ou faïence ;
- BPU n°3 : Prix au mètre linéaire pour remplacement des tuyauteries d'évacuation en PVC (intérieur du bâtiment) ;
- BPU n°4 : Prix au mètre linéaire pour remplacement des tuyauteries d'évacuation en PVC (extérieur du bâtiment) ;
- BPU n°5 : prix au mètre linéaire pour la pose de réseau EC ou EF en tuyauterie multicouches ;
- BPU n°6 : Prix au mètre carré pour la pose de faux plafond ;
- BPU n°7 : Prix au mètre cube pour l'évacuation de déchet en filière conventionnelle ;
- BPU n°8 : Prix au mètre cube pour l'évacuation de déchet en filière amianté ;
- BPU n°9 : Prix au mètre carré pour reprise mur et peinture ;
- BPU n°10 : Prix au mètre linéaire pour remplacement des tuyauteries de distribution EC et EF en cuivre ;
- BPU n°11 : Montage et démontage d'un SAS vinyle 9m² ;
- BPU n°12 : Contrôle radiologique et assainissement ;
- BPU n°13 : Réalisation d'un mode opératoire sous SS4 et dépose d'équipements amiantés sous SS4.

Le Titulaire s'engage à fournir, pour toute la durée du marché, les articles référencés sur PU. En cas d'indisponibilité d'un article quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage à en informer immédiatement le CEA par écrit et à lui proposer son remplacement par un article de nature, qualité et prix équivalents. Le CEA disposera d'un délai d'un mois pour accepter ou refuser ce nouvel article. La substitution n'est possible qu'après autorisation écrite du CEA.

3.4 PRESTATIONS SUR FICHE DE MODIFICATIONS SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP)

Les prestations sur FDMDP concernent la réalisation de prestations modificatives directement liées à l'objet du marché.

ARTICLE 4 MODALITES D'EXECUTION

4.1 MODALITES DE LEVEE DES OPTIONS

Chacune des options visées à l'article 3.2 supra pourra être levée par le CEA par courrier ou courrier électronique avec un délai de préavis minimum de 10 jours ouvrés / mois.

Dans le cas où les options ne seraient pas levées par le CEA, le Titulaire ne pourra élever aucune réclamation et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

4.2 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR PRIX UNITAIRES

Cet article concerne les prestations sur prix unitaires visées à l'article 3.4 supra.

Toute prestation sur PU, demandée par le CEA, donne lieu à l'émission d'un ordre de service (OS). L'ordre de service (OS) sera émis avec un préavis de 10 jours calendaires avant le commencement des prestations.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations sans avoir reçu l'OS signé par une personne dûment habilitée à engager le CEA.

La réception des prestations est formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.

4.3 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR FDMDP

Pour les prestations visées à l'article 3.5 supra, les prestations seront engagées comme suit :

4.3.1 Expression du besoin

Le CEA formalise son besoin qu'il transmet au Titulaire par courrier ou par courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

Le Titulaire accuse réception de la demande du CEA dans les 2 jours ouvrés suivant sa réception.

4.3.2 Offre du Titulaire

Le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception. Ce délai peut être ponctuellement adapté par le CEA en cas de complexité de la demande. Il est, dans ce cas, signifié par écrit au Titulaire.

Le Titulaire adresse, en retour, une Fiche de modification sur devis préalable (FDMDP), conforme au modèle CEA qui est défini à la réunion d'enclenchement, basée sur les prix adaptés à la nature de la prestation en application des dispositions de l'article 5.1.4 infra. Cette FDMDP peut faire l'objet d'une négociation entre les parties.

La FDMDP précise a minima :

- L'objet, la nature et la localisation des prestations,
- Les résultats et livrables attendus,
- Les impacts éventuels sur les prestations du marché,
- Le délai d'exécution des prestations et ses éventuels jalons,
- Le nombre de jours d'intervention par qualification sur la base des taux tels que définis à l'article 5.1.4 infra,
- Le montant total HT détaillé par postes,
- Les termes de paiement et les conditions de leur déclenchement. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.
- Toute information nécessaire à la bonne réalisation des prestations attendues.

4.3.3 Signature de la FDMDP

Lorsque que les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA et, sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le plafond mentionné à l'article 5.1.4 infra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui sont définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

Les prestations sur FDMDP ne peuvent être notifiées que durant la période de validité du marché.

ARTICLE 5 CONDITIONS FINANCIERES

Le montant estimé des prestations est plafonné à **xx** €HT (CE du mois de remise de l'offre [M0]) ainsi décomposé :

- Montant des prestations fermes : **xx** €HT,
- Montant des prestations optionnelles : xx €HT,
- Montant plafond sur prix unitaires : **xx** €HT,
- Montant plafond sur devis préalables : **xx** €HT.

5.1 DETAILS DES PRIX

5.1.1 Prestations fermes

Le prix des prestations fermes du marché est fixé à la somme forfaitaire et révisable de :

..... € HT

Soit, en toutes lettres :

A renseigner par le soumissionnaire.

Libellé des actions	Prix en € HT	Unité	Nature du prix
Poste n°1 : Etudes d'exécution	..... € HT	Forfaitaire	Révisable
Poste n°2 : Travaux de démolition et préparatoire	..... € HT	Forfaitaire	Révisable
Poste n°3 : Travaux de second œuvre	..... € HT	Forfaitaire	Révisable
Poste n°4 : Remise du dossier constructeur	..... € HT	Forfaitaire	Révisable

A renseigner par le soumissionnaire.

5.1.2 Prestations optionnelles

Les prix des prestations optionnelles forfaitaires et révisables du marché sont les suivants :

Prestations	Prix en € HT	Unité	Nature du prix
Option n 1 : travaux de réfection de 100m² de faux plafond local 133	..... € HT	Forfaitaire	Révisable
Option n°2 : Dépose et remplacement des fenêtres des locaux 143, 144, 145.	..... € HT	Forfaitaire	Révisable

A renseigner par le soumissionnaire.

5.1.3 Prestations sur prix unitaires

Les prestations sur prix unitaires sont réalisées sur la base des prix forfaitaires et révisables suivants :

Prestations / Qualifications	Prix en € HT	Unité	Nature du prix
BPU n°1 : Prix au mètre linéaire pour remplacement des tuyauteries de distribution EC et EF en acier	..... € HT	ml	Révisable
BPU n°2 : Prix au mètre carré pour la fourniture et mise et pose de carrelage ou faïence	..... € HT	m²	Révisable
BPU n°3 : Prix au mètre linéaire pour remplacement des tuyauteries d'évacuation en PVC (intérieur du bâtiment)	..... € HT	ml	Révisable
BPU n°4 : Prix au mètre linéaire pour remplacement des tuyauteries d'évacuation en PVC (extérieur du bâtiment)	..... € HT	ml	Révisable
BPU n°5 : prix au mètre linéaire pour la pose de réseau EC ou EF en tuyauterie multicouches	..... € HT	ml	Révisable
BPU n°6 : Prix au mètre carré pour la pose de faux plafond	..... € HT	m²	Révisable
BPU n°7 : Prix au mètre cube pour l'évacuation de déchet en filière conventionnelle	..... € HT	m3	Révisable
BPU n°8 : Prix au mètre cube pour l'évacuation de déchet en filière amianté	..... € HT	m3	Révisable
BPU n°9 : Prix au mètre carré pour reprise mur et peinture	..... € HT	m²	Révisable
PU n°10 : Prix au mètre linéaire pour remplacement des tuyauteries de distribution EC et EF en cuivre ;	..... € HT	ml	
PU n°11 : Montage et démontage d'un SAS vinyle 9m² ;	..... € HT	forfait	
PU n°12 : Contrôle radiologique et assainissement ;	..... € HT	forfait	
PU n°13 : Réalisation d'un mode opératoire sous SS4 et dépose d'équipements amiantés sous SS4.	..... € HT	forfait	

A renseigner par le soumissionnaire.

Ces prestations sont réalisées dans la limite d'un montant plafond de :

..... € HT

(Il sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché),

Soit, en toutes lettres :

Les parties conviennent que ce montant plafond ne peut en aucun cas être dépassé sans réalisation préalable d'un avenant signé des parties.

Ce montant plafond ne constitue en aucune façon un engagement de dépense du CEA vis-à-vis du Titulaire. A ce titre, si aucune prestation sur PU n'est commandée par le CEA ou si le plafond n'est pas atteint, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA.

5.1.4 Prestations sur FDMDP

Les prestations sur FDMDP visées à l'article 3.4 supra sont réalisées à prix forfaitaires et révisables basés :

- Pour la main d'œuvre, sur les taux suivants adaptés à la nature de la prestation :

Profils - Qualification		Taux horaires	Taux journaliers*
P1	Equipe type	_____ € HT	_____ € HT
P2	Chef de chantier	_____ € HT	_____ € HT
P3	Ingénieur junior	_____ € HT	_____ € HT
P4	Ingénieur Senior	_____ € HT	_____ € HT
Le soumissionnaire peut ajouter des lignes		_____ € HT	_____ € HT

(*) : Base 7,8 h/j

A renseigner par le soumissionnaire.

- Pour les fournitures, matériels, services et/ou sous-traitance, soit, le cas échéant, sur les prix issus des postes de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), soit sur les prix d'achat du Titulaire augmentés du coefficient de peines et soins défini infra et désactualisés aux conditions économiques du marché. Étant entendu que, sur demande du CEA, le Titulaire aura l'obligation de présenter les justificatifs comptables adéquats et qu'il sera en mesure de démontrer qu'il fait ses meilleurs efforts dans la négociation de ses prix d'achat auprès de ses fournisseurs.

Coefficient de peines et soins	_____ %
--------------------------------	---------

A renseigner par le soumissionnaire.

Ces prestations sont réalisées dans la limite d'un montant plafond de :

..... € HT

(Il sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché)

Soit, en toutes lettres :

Les parties conviennent que ce montant plafond ne peut en aucun cas être dépassé sans réalisation préalable d'un avenant signé des parties.

Ce montant plafond ne constitue en aucune façon un engagement de dépense du CEA vis-à-vis du Titulaire. A ce titre, si aucune prestation sur FDMDP n'est commandée par le CEA ou si le plafond n'est pas atteint, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA.

5.2 REVISION DES PRIX

Les prix visés à l'article 5.1 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (____ 20__), ce mois est appelé « mois zéro » (M0). **A renseigner par le soumissionnaire.**

Ils sont fermes pour la première année d'exécution puis révisables annuellement à compter de la date anniversaire de l'enclenchement du marché selon les modalités définies ci-dessous :

Le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule le calcul de la révision de prix pour l'année à venir, basé sur les formules définies ci-après :

$$P = P_0 \times \text{Coefficient de révision}$$

Avec :

$$\text{Coefficient de révision} = \left(0,05 + 0,75 \times \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TS_0} + 0,20 \times \frac{FD}{FD_0} \right)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé,
P0 = Prix aux conditions économiques du mois 0,
ICHTrev - TS 0 = Valeur du Coût Horaire du Travail révisé – Tous Salariés, avec effet CICE, du mois de ____ 2026 (mois 0), publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001565183, pour industries mécaniques et électriques,
FD 0 = Valeur de l'Index divers de la construction – FD, Poste frais divers des index bâtiment et travaux publics, publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001711011, du mois de ____ 2026 (mois 0),
Indice1 = dernière valeur connue de ce même indice au mois de la date anniversaire de l'enclenchement du marché

Le coefficient de révision des prix ainsi obtenu sera arrondi au millième inférieur.

Dans le cas où le coefficient de révision calculé est supérieur à 1,100 les parties peuvent convenir de se rencontrer pour déterminer une périodicité d'application de la formule temporairement plus adaptée au contexte économique. Ces nouvelles modalités seront formalisées par courrier contresigné des parties.

Les prix révisés ne pourront être applicables qu'après accord écrit du Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de cette dernière.

Le CEA se réserve la possibilité d'appliquer la révision de prix sans demande préalable du Titulaire.

ARTICLE 6 PAIEMENT DU PRIX

Le prix comprend les appointements, salaires, frais de déplacement et de séjour du personnel, les charges sociales, le bénéfice, les aléas liés au déroulement de la prestation, et plus généralement, toutes sujétions nécessaires à la réalisation des prestations du marché.

6.1 TERMES DE PAIEMENT

Les prestations sont facturées sur procès-verbal signé sans réserve par le CEA.

6.1.1 Prestations fermes

Le Titulaire présente ses factures conformément à l'échéancier suivant :

- 10% du montant total TTC des prestations fermes du marché après acceptation sans réserve par le CEA du compte rendu de la réunion d'enclenchement,
- 20% du montant total TTC des prestations fermes du marché après acceptation sans réserve par le CEA des études d'exécution en version BPE,
- 60% du montant total TTC des prestations fermes du marché sur situation d'avancement des travaux acceptés par le CEA,
- 10% du montant total TTC des prestations fermes du marché après acceptation sans réserve par le CEA du RFI en version BPE,

6.1.2 Prestations optionnelles

Le Titulaire présente ses factures conformément à l'échéancier suivant :

- 100% à la réception des travaux, sans réserve par le CEA

6.1.3 Prestations sur Prix Unitaires

Le Titulaire présente ses factures conformément à l'échéancier suivant :

- 100% à la réception des travaux,, sans réserve par le CEA

6.1.4 Prestations sur FMDMP

Chaque FMDMP fixe les conditions de paiement des prestations auxquelles elle se rapporte.

6.2 MODALITES DE FACTURATION

Fournisseur français

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service : **VRH-C ou FMD-C** (sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché),
- Le numéro d'engagement ou le numéro du marché composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent marché.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'information sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

Fournisseur étranger :

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service : **VRH-C ou FMD-C** (*sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché*),
- Le numéro d'engagement ou le numéro du marché composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent marché.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Le cas échéant, chaque facture papier doit être adressée en un (1) seul exemplaire à l'adresse ci-dessous :

CEA
Centre de SACLAY
Service S3C – Comptabilité FOURNISSEURS
Bâtiment 530 - Point courrier 75
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'information sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

6.3 REGIME FISCAL

Le Marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. S'agissant de livraison de biens, la TVA est exigible au plus tard au moment du transfert de propriété. En cas de versement préalable d'un acompte portant sur des livraisons de biens, la TVA devient exigible au moment de son encaissement, à concurrence du montant encaissé, à condition que les biens soient désignés avec précision. S'agissant de prestations de service, chaque terme de paiement est assorti de la TVA. Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 7 DUREE ET DELAI

Le marché prend effet à compter de la date d'enclenchement de la tranche ferme (T0).

7.1 DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS CORRESPOND AU DELAI NECESSAIRE A LA REALISATION DES PRESTATIONS

Les prestations s'exécutent à compter de T0 pendant une durée de 15 mois exprimée comme suit :

Délai d'exécution = T0 + 15 mois

T0 : date de l'enclenchement de la Tranche Ferme (TF) du marché ;

T1 : autorisation CI à débiter les travaux ;

Prestation ferme	Prestations	Planification	
		Jalons	Délais
Poste 1.1	Etudes d'exécution	Livrables de la phase études BPO	BPO T0 + 4 mois
Poste 1.2	Réalisation documents AMIANTE	Documents amiante BPE	T0 + 6 mois Poste
Poste 2.1	Travaux préparatoires et de démolition	Travaux de démolition terminés	T1 + 4 mois
Poste 2.2	Travaux préparatoires et de démolition des parties amiantés	Travaux de démolition des parties amiantés terminés	T1 + 4 mois
Poste 3	Réalisation des travaux	Travaux terminés, replis de chantier, essais et levée de réserve réalisée	T1 + 8 mois

Poste 4	Remise du dossier constructeur	Réception dossier constructeur	T1 + 9 mois
---------	--------------------------------	--------------------------------	-------------

Tableau de Planification prévisionnelle

- Le titulaire doit prendre en compte les échanges, délais de relecture CEA et reprises des livrables dans sa planification.
- Le titulaire peut proposer un phasage et un échéancier différent de celui présenté ci-dessus à condition qu'il en apporte les justifications nécessaires et que ces modifications soient soumises et acceptées par le CEA.
- Le titulaire doit mobiliser le plus rapidement possible dès la réunion d'enclenchement, l'ensemble des personnes devant réaliser les études. A savoir que les modalités d'accès au centre du CEA Marcoule et de l'installation APM sont en cours de finalisation ou déjà validées.

7.2 DUREE DU MARCHE CORRESPOND AU DELAI DE VALIDITE DU MARCHE

La durée du marché est la période durant laquelle le marché est en vigueur. Le présent marché sera réputé terminé suite à l'exécution complète des obligations découlant du présent marché.

7.3 DELAIS SPECIFIQUES

En cas de levée d'option n°2, la réalisation des travaux devra se faire en cohérence avec le planning des travaux.

ARTICLE 8 PENALITES

La somme des pénalités ne peut dépasser 10% du montant total hors taxes du marché révisé incluant le montant des prestations fermes, des options, les Ordres de Services et les FDMDP contractualisés par le CEA.

Les pénalités appliquées ne sont pas restituables, ni libératoires. Elles sont applicables immédiatement, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et sans préjudice de plus amples dommages et intérêts.

8.1 PENALITES DE DELAIS

L'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA est modifié comme suit :

Le non-respect, par le Titulaire, des jalons pénalisables définis à l'article 6.1 entraînera l'application de pénalités de retard.

Ces pénalités sont fixées à 1/1000ème du montant total hors taxes du marché, par jour calendaire de retard.

Les pénalités appliquées sur un jalon intermédiaire ne sont pas restituables.

Les autres alinéas de l'article 24 des Conditions Générales d'Achat restent inchangés.

8.2 CONTROLE DES EXIGENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Le Titulaire s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans les prestations du marché qui lui sont confiées. Il s'engage à porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et d'énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

Le Titulaire s'engage également, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte aux prestations de l'accord-cadre en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché ;

Le Titulaire présentera dans une note annuelle les actions menées en matières sociales et environnementales en lien avec l'objet de la prestation.

Non-respect du délai de remise de la note annuelle relative aux actions menées en matières sociales et environnementales en lien avec l'objet de la prestation	50 € par semaine de retard à compter de la date anniversaire du T0
--	--

8.3 PENALITES POUR NON PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE

En cas de défaut de publication sur le site de l'ADEME des documents visés à l'article 9.2 infra dans un délai de six mois maximum à compter de la notification du marché une pénalité de 200€ est appliquée de plein droit par jour de retard constaté.

ARTICLE 9 CONDITIONS PARTICULIERES D' EXECUTION

9.1 PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE

Le Titulaire du marché, s'il est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, indique au CEA à la notification du marché qu'il est à jour de ses obligations, à savoir l'établissement et la publication de son BEGES sur le site de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>).

Si le Titulaire n'est pas à jour de son obligation d'établir un BEGES, ce dernier dispose d'une période de six (6) mois maximum à compter de la date de notification du marché pour régulariser sa situation et en informer le CEA.

9.2 ARRETS DE CHANTIER

9.2.1 Généralités

Les arrêts de chantier sont soit programmés, soit inopinés.

Dans tous les cas, ils feront l'objet d'un Procès-Verbal contradictoire avant l'arrêt, ainsi qu'à la reprise.

9.2.2 Arrêts programmés

Un arrêt pour lequel le CEA a informé le Titulaire avec un délai de prévenance d'au moins 5 jours calendaires ne saurait donner lieu à rémunération du Titulaire.

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les arrêts susceptibles d'affecter les prestations exécutées par le Titulaire.

9.2.3 Arrêts inopinés du fait du CEA

La rémunération des arrêts inopinés peut être effectuée dans les conditions cumulatives suivantes :

- Arrêt du fait du CEA,
- Supérieur à une demi-journée,
- Impossibilité pour le Titulaire de réaffecter son personnel à d'autres tâches (tâches comprises dans le marché ou sur d'autres marchés),
- Rémunération limitée à la main d'œuvre uniquement,
- Rémunération limitée à deux jours par arrêt

Le montant de l'indemnisation des frais de main d'œuvre est déterminé, en accord avec le CEA, sur présentation des justificatifs du titulaire et est plafonné à la somme journalière et révisable de :

..... € HT

Soit en toutes lettres :

A renseigner par le soumissionnaire.

Le montant de ces dépenses est facturé TTC par le Titulaire, mensuellement et à terme échu, sur état récapitulatif accepté par le CEA.

9.2.4 Arrêts inopinés du fait de facteurs externes au CEA et au Titulaire

Les arrêts causés par des facteurs externes au Titulaire et au CEA peuvent faire l'objet de constats d'arrêt permettant de comptabiliser uniquement l'impact délai qu'ils entraînent, et ne donnent pas lieu à rémunération.

9.2.5 Reprise des travaux

Quel que soit le type d'arrêt, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution des travaux interrompus au plus tard dans les cinq jours calendaires après la notification par le CEA de la fin de l'indisponibilité.

9.3 SUSPENSION DE MARCHÉ

Sans préjudice des cas légaux de suspension, le CEA peut prescrire la suspension de tout ou partie du marché. Cette prescription sera effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, le Titulaire pourra demander au CEA une indemnisation correspondant aux frais de démobilisation/remobilisation que la suspension engendrerait.

- Concernant la part main-d'œuvre, l'indemnité est plafonnée par suspension à :
 - En phase études : 2% du montant HT des prestations fermes du marché,
 - En phase de réalisation : 3% du montant HT des prestations fermes du marché,
- Concernant la part fournitures et matériels, le montant de l'indemnité sera discuté entre les Parties au moment de la suspension, selon la phase d'exécution durant laquelle cette dernière serait prononcée.

Le Titulaire apportera tout élément justifiant sa demande (Factures, contrats avec les fournisseurs...).

La suspension entrainera la prorogation du délai contractuel en cours pour les durées correspondantes.

Le CEA informera le Titulaire de la fin de la suspension par lettre recommandée avec un préavis de :

- 15 jours ouvrés pour une suspension en phase d'études,
- 1 mois pour une suspension en phase travaux.

9.4 INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du marché, les parties désignent comme interlocuteurs :

	Techniques	Contractuels
Pour le CEA	SUBILS Julien, Chargé d'affaires, Tel : 04 66 33 93 52 Courriel : julien.SUBILS2@cea.fr	PEILLET Hélène, acheteuse Tel : 04.66.79.18.27 Courriel : helene.peillet@cea.fr
Pour le Titulaire	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :

A renseigner par le soumissionnaire.

9.5 RESPECT PAR LE TITULAIRE DU MARCHÉ DE LA RÉGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa date de signature jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou à l'article D8222-7 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du Travail, et le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail),
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

ARTICLE 10 GESTION DES MODIFICATIONS

10.1 AJOUT DE PRESTATIONS UNITAIRES FORFAITAIRES

Lorsqu'un besoin de nouvelles prestations récurrentes apparaît en cours d'exécution du présent marché, en lien avec l'objet global du marché et en complément des prestations sur PU déjà prévues, les Parties peuvent convenir de la création d'un nouveau PU.

Ce nouveau prix unitaire est objectivé par comparaison avec les prix unitaires existants, soit établi sur la base du montant d'une FDMDP déjà contractualisée ayant un objet similaire.

Dans les deux hypothèses, les taux forfaitaires du marché servent de base à ce chiffrage.

Dans tous les cas, le CEA formalisera cette modification :

- Soit par une lettre de gestion co-signée des parties dans la limite de 5 nouveaux prix unitaires pour la durée totale du marché.
- Soit par un avenant au marché, au-delà de cette limite.

L'ajout de nouveaux PU n'a pas d'impact sur le montant plafond prévu à l'article 5.3 supra.

10.2 ÉVOLUTION DES PRESTATIONS PAR FDMDP

Une évolution des prestations demandée par le CEA, ou proposée par le Titulaire et acceptée par le CEA, fait l'objet d'une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) établie par le Titulaire conformément aux dispositions définies à l'article 5.1.3 supra. La modification ne doit pas être imputable au Titulaire qui s'est engagé forfaitairement à exécuter le marché et pour lequel il a une obligation de résultat ; la fiche de modification n'a donc pas vocation à rattraper une erreur de sa part que cela soit dans l'évaluation technique et/ou le chiffrage de sa prestation.

Lorsque les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA, la FDMDP est contractualisée selon les mécanismes suivants :

- Sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le montant plafond mentionné à l'article 5.1.4 supra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

- Au-delà du montant plafond susmentionné ou pour les FDMDP en moins-value, la FDMDP fait l'objet d'un avenant au marché.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de l'avenant signé du CEA par courrier ou courrier électronique.

ARTICLE 11 SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire en annexe du Règlement de Consultation).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages du marché.

ARTICLE 12 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

La garantie de parfait achèvement court pendant un délai d'un an à compter de la réception.

Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le CEA, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception dans le délai d'un an courant à compter de la date de réception.

En cas de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, le Titulaire dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception pour procéder aux travaux permettant leur levée.

Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation pour les désordres apparus après la réception sont fixés par le CEA.

En cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Le coût des travaux de levée des réserves peut être prélevé de plein droit par le CEA sur les sommes qu'il reste devoir au Titulaire au titre du Marché.

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord, ou, à défaut, judiciairement.

ARTICLE 13 COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le tribunal administratif territorialement compétent dont dépend le présent marché est le Tribunal Administratif de Nîmes.

Fait à Marcoule,

En deux exemplaires originaux en cas de signature manuscrite et en un exemplaire électronique en cas de signature électronique,

Pour le Titulaire, le

Pour le CEA, le

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

ANNEXE 1 : CLAUSES GENERIQUES

1) Conditions d'accès au site de Marcoule

L'accès au site de Marcoule étant réglementé, pour chacun de ses salariés amenés à accéder sur le Centre de Marcoule, le responsable de l'Entreprise devra déposer ou envoyer à l'Accueil du Centre de Marcoule, à minima 15 jours ouvrés avant l'accès de ses salariés, un dossier de 1^{ère} demande d'accès.

Il pourra demander, par mail, la liste des documents à fournir : mar_accueil_cea@cea.fr

Le dossier complet et validé par le CEA sera envoyé à l'adresse ci-dessous :

CEA MARCOULE
Accueil des Entreprises – Bât. N°419
BP 17171
30207 BAGNOLS SUR CEZE Cedex

Tél. : 04.66.79.13.40

Tout dossier incomplet et non signé sera retourné.

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution de la commande, les certificats et les habilitations requis pour tous les agents amenés à intervenir sur le site et à signaler toute modification intervenant en cours d'exécution de la commande. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par des salariés du Titulaire dépourvus des habilitations et certificats nécessaires.

2) Accès aux moyens de transport collectif du CEA Marcoule

Le CEA a mis en place différentes lignes de cars vers le site de Marcoule. Le personnel d'entreprises extérieures travaillant sur le Centre de Marcoule peut être autorisé à utiliser les moyens de transport collectif du CEA Marcoule sous réserve de la signature d'une convention avec le CEA et du paiement du coût d'utilisation indiqué dans ladite convention. Pour toutes questions sur les modalités et la réalisation de ladite convention, le Titulaire du marché doit transmettre sa demande par mail à l'adresse mar_transportdupersonnel@cea.fr

3) Modalités de livraison

a. Site de Marcoule

Tous les colis transitent par la rupture de charge du CEA Marcoule sauf dans les cas suivants :

- Si le volume de livraison est supérieur à 20m³, ou si le colis est de dimensions supérieures à : longueur 4m, largeur 2m, hauteur 2m,
- Si le poids du colis dépasse 1 tonne,
- Si la livraison concerne des produits en vrac, comme notamment le gaz,
- Si la livraison concerne des produits destinés au restaurant d'entreprise,
- Si la livraison concerne des matières vivantes, des matières radioactives,
- Si le CEA émet une demande particulière.

Dans ces cas précédemment cités, la livraison sera effectuée directement sur le Centre de Marcoule par le fournisseur, Cf. Procédure d'accès au Centre de Marcoule visiteurs et livreurs – PR120.

Adresse et coordonnées de la rupture de charge :

ROUMEAS SERVICES pour le compte du CEA Marcoule
420 rue Paul Sabatier
30290 LAUDUN - L'ARDOISE

Tél 04.66.33.76.84
MAR_RUPTUREDECHARGE@cea.fr

Mentions obligatoires devant figurer à l'extérieur du colis :

- N° commande CEA
- Nom du fournisseur
- Nom du destinataire
- N° du bâtiment de livraison

Horaires de réception : du lundi au vendredi **de 8h à 12h** (pas de réception possible en dehors de cette plage horaire), hors jours fériés.

Le camion du livreur doit disposer obligatoirement d'un hayon pour les palettes, caisses, etc... Le déchargement est à la charge du livreur.

b. Site de Pierrelatte (hors LE)

Accueil des livraisons sur rupture de charge, prise en charge directe sauf les cas d'exception infra pour lesquels un accompagnement pour livraison sur site sera opéré.

Catégories	Situations
Produits chimiques	Contenants Bidons > 30 litres ou Sommes des bidons > 333 Kg ou L Transi-cubes, GRV environ 800
Vrac et hors gabarit	Vrac et Assimilé vrac à destination des magasins « Semi-remorque de fûts, containers »
	Dimensions supérieures à : Longueur > 2 m Largeur > 1,50 m Hauteur > 1,6 m Poids > 900 Kg

Les fournitures devront être livrées à l'adresse suivante :

Orano Cycle - TRICASTIN
Rupture de charge - Sud du Site
RD 204 – 84500 Bollène

Coordonnées GPS : Latitude 44.3207 / Longitude 4.7275

Tel : Quai interne : 04.75.50.52.36
Tel : Rupture de charge : 04.75.50.52.37

Mention spécifique au chauffeur : Ne pas confondre avec le site EDF ou CNPE TRICASTIN

Mentions obligatoires devant figurer à l'extérieur du colis :

- N° commande CEA
- Nom du fournisseur
- Nom du destinataire
- N° du bâtiment de livraison

Horaires de réception :

Lundi au jeudi : 8h30 – 11h30 et de 13h30 à 15h30

Vendredi : 8h30 – 11h

Condition d'accès :

- Chauffeur Français : Carte d'identité nationale obligatoire
- Chauffeur Etranger : Pièce d'identité ou passeport obligatoire + Transmission de la copie de la pièce par FAX au 04.75.50.71.47 - **48h avant livraison.**

c. Site de Pierrelatte (LE)

Les fournitures devront être livrées à l'adresse suivante :

**LABORATOIRE D'ETANCHEITE
CEA-TECHNETICS GROUP
TECHNOPARC - 2 RUE JAMES WATT
26700 PIERRELATTE**

Patrice CHARVIN : 06 74 37 13 08 ou Patrick ALLEGRI : 06 64 22 22 81

Mentions obligatoires devant figurer à l'extérieur du colis :

- N° commande CEA
- Nom du fournisseur
- Nom du destinataire
- N° du bâtiment de livraison

d. Fournitures importées d'un pays tiers (hors UE)

Le prix est établi sur la base DAP – Rupture de charge ROUMEAS SERVICES, Laudun - l'Ardoise – Incoterms © ICC 2020 (Delivered At Place).

Le Titulaire est responsable de la livraison, y compris des frais de transport jusqu'à l'aire sous douane située à l'adresse de livraison infra. Les frais de douane et la TVA sont pris en charge par le CEA.

Adresse de livraison :

Merci de laisser le bon de livraison sur le colis et d'ajouter une copie de la facture commerciale à l'expédition à l'adresse suivante :

**ROUMEAS SERVICES pour le compte du CEA Marcoule
420 rue Paul Sabatier
30290 LAUDUN L'ARDOISE**

Marché n° : 4000/ P.....

À l'attention de M./Mme xxxxxx (Compléter le nom du prescripteur)

Merci d'ajouter clairement les informations suivantes sur le colis :

**INFORMATION A L'ATTENTION DE L'EXPORTATEUR :
INSCRIRE SUR L'EMBALLAGE A L'ATTENTION DU TRANSPORTEUR :**

Ci-après les modalités de dédouanement du CEA/Marcoule, applicables pour toute importation de pays tiers :

- Ne pas dédouaner, régime T1 (transit),
- La marchandise devra impérativement être dédouanée par le transitaire en douane du CEA/Marcoule :

GPK Services.
P/C CEA Marcoule
Chez ROUMEAS SERVICES
F - 30290 – LAUDUN L'ARDOISE

Tél. : 00.33(0)3.20.68.00.20

Fax : 00.33(0)3.20.68.46.06

Mobile : 06.68.25.35.71

Mail : ivergier@gpk.fr

"Mise en AIRE SOUS DOUANE"

Dédouanement :

Pour permettre à notre commissionnaire en douane de procéder au dédouanement, merci d'envoyer une copie de la facture (pas une facture proforma) + le numéro de MAWB + le document de transit par email à : MAR-CJ-DOUANES@cea.fr impérativement avec les informations suivantes :

À l'attention de M./Mme xxxxxx (Compléter le nom du prescripteur)
Marché n° : 4000/ P.....

4) Jours de fermeture du Centre

Le CEA Marcoule est susceptible de fermer durant la durée d'exécution de l'accord-cadre. A titre informatif et non engageant, cela représente environ 12 jours par année civile.

5) Management qualité – Environnement – Santé – Sécurité

Management de la qualité (ISO 9001)

Le Titulaire appliquera les règles de qualité relatives à la norme ISO 9001 version 2015. Il établira un Plan de Management Qualité (PMQ) relatif aux prestations, qui sera soumis au CEA pour approbation lors de la réunion d'enclenchement.

Les missions confiées au Titulaire étant appelées à impacter des Eléments Importants pour la Sûreté (EIS) des installations concernées ou étant en lien avec des activités importantes pour la sûreté (AIS), elles sont soumises à l'arrêté IANID du 15 février 2022 fixant les règles générales relatives aux installations et activités nucléaires intéressant la défense.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système et la conformité à la réglementation en vigueur (arrêté INB ou arrêté IANID). Par ailleurs, en application de l'arrêté INB ou arrêté IANID, le CEA réalise des actions de surveillance des intervenants extérieurs pour vérifier le respect des exigences définies associées aux activités importantes pour la protection des intérêts (AIP) des INB ou aux activités importantes pour la sûreté (AIS) des IANID. A

cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité et les actions de surveillance effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du PMQ sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires, ni indemnité.

Environnement (ISO 14001)

Le CEA est responsable de la surveillance de l'environnement et de toute relation dans ce domaine avec les Parties prenantes extérieures au site de Marcoule. En particulier, le CEA fixe les objectifs à atteindre dans le cadre de l'application des dispositions de la norme ISO 14001.

Le Titulaire respecte les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que les engagements volontaires du centre en matière d'environnement, il applique les procédures correspondantes, de manière à réaliser le marché dans le cadre fixé à l'alinéa précédent.

Santé/Sécurité (ISO 45001)

Le Titulaire est informé que le CEA a mis en place un système de management de la santé, de la sécurité, dont la sûreté nucléaire est partie prenante, conformément aux prescriptions du référentiel ISO 45001.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du référentiel ISO 45001 dans le cadre des engagements du CEA en termes de santé et de sécurité.

6) Assurances

En complément de l'article 38.2 des Conditions Générales d'Achat, le Titulaire est informé que les plafonds de garantie et franchises de la police Multirisque souscrite par le CEA pour le Centre de Marcoule sont :

	Plafond de garantie	Franchise par sinistre
Domage de nature conventionnelle	120 000 000 €	600 000 €
Domage de nature nucléaire	120 000 000 €	15 000 000 €

ANNEXE 2 : CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS

Obligation de confidentialité :

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent marché n'ont pas vocation à être publics. Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit marché en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Gestion des informations du CEA :

L'exécution du présent marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- L'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- L'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuit.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

Système d'information :

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

Engagement de confidentialité :

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports :

A l'achèvement du marché, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent marché.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

ANNEXE 3 : RETENUE DE GARANTIE

CAUTION BANCAIRE — en remplacement de retenue de garantie *(A établir sur papier à en-tête de l'établissement financier)*

A - Identification du bénéficiaire de la caution, du titulaire du marché et de l'établissement financier apportant sa caution

Bénéficiaire de la caution : Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA),..... *(indiquer l'adresse du centre du CEA)* ou toute entité le substituant, Représenté par M., en qualité de :

Titulaire du Marché :

SA. au capital de :

Numéro d'immatriculation RCS Dont le siège social est à :

Représenté par M., en qualité de :

Etablissement financier apportant sa caution :

Dont le siège social est à :

Représenté par M. en qualité de :

Objet du Marché :

Référence et date du Marché :

Date prévue pour la réception

B – Engagement

1. L'Etablissement financier déclare se porter caution personnelle et solidaire du Titulaire du Marché référence en remplacement et pour le montant de la retenue de garantie de ... % prévue dans l'article dudit Marché, pour un montant de *(indiquer la devise) (en chiffres et en lettres).*

2. L'engagement de caution couvre toutes les créances que le CEA sera amené à détenir en application des dispositions du Marché référence, dans la limite du montant de la retenue de garantie et pendant le délai de garantie prévu dans le Marché.

3. Lorsque la ou les créances du CEA seront exigibles, celui-ci adresse tous justificatifs par Lettre recommandée avec Avis de réception à l'Etablissement financier. Tous les frais et droits auxquels le présent engagement ou son exécution donneront lieu seront acquittés par l'Etablissement financier qui s'y oblige.

4. Toutes les sommes dues par le Titulaire du Marché référence et dont l'origine serait antérieure à la réception par le CEA de la notification de dénonciation seront garanties par le présent engagement.

5. L'Etablissement financier renonce expressément au bénéfice de discussion et de division.

6. Le présent engagement prendra effet le, et ce pour une durée de..... *(mois ou années).* Cet engagement sera prolongé en cas de notification par le CEA de son opposition à la mainlevée motivée par l'inexécution des obligations du Titulaire.

Fait à, le

Signature de l'Etablissement financier :

(Faire précéder la signature de la formule manuscrite suivante « bon pour caution solidaire et indivisible à hauteur de (devise) (en chiffres et en lettres) en principal, intérêts, frais et accessoires).

Modèle de GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE

(Remplaçant la retenue de garantie en application des articles R. 2191-36 et R. 2391-25 du code de la commande publique)

A. – Identification de la personne publique qui passe le marché, du titulaire du marché et de la personne qui apporte sa garantie

Personne publique qui passe le marché (nom, adresse, direction, sous-direction, bureau, télécopie, téléphone, courriel) :

Titulaire du marché (dénomination et adresse) :

Organisme apportant sa garantie (dénomination et adresse) :

Objet du marché :

Numéro et date du marché :

Date (indicative) prévue pour la réception :

Montant garanti (qui ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie (1) que la présente garantie remplace) :

Le présent engagement correspond (2) :

- ☐ A la garantie du marché de base ;
- ☐ A un complément de garantie au titre de l'avenant n°

B. – Engagement

Je m'engage à payer à première demande, dans la limite du montant garanti, les sommes que la personne publique pourrait demander pour couvrir les réserves à la réception des travaux, fournitures ou services ainsi que celles formulées pendant le délai de garantie du marché.

Le paiement interviendra dans un délai de quinze jours à compter de la réception par mes services d'un dossier comportant la photocopie des pièces suivantes :

1. Si l'entreprise est en redressement ou en liquidation judiciaire : jugement prononçant la liquidation judiciaire ou prononçant le redressement judiciaire et ne permettant pas à l'entreprise de couvrir les réserves à la réception des travaux, fournitures ou services ainsi que celles formulées pendant le délai de garantie du marché.

2. Autres cas :

- Mise en demeure au titulaire d'exécuter les travaux ou services ou de livrer les fournitures, ou références de l'article du marché dispensant la personne publique de cette mise en demeure ;
- Certificat administratif indiquant que les travaux ou services n'ont pas été exécutés ou les fournitures livrées malgré l'expiration du délai fixé dans la mise en demeure ;
- Décision de mise en régie ou d'exécution aux frais et risques des travaux ou services ou des livraisons des fournitures concernés.

3. Pièce à fournir dans les cas 1 et 2 : certificat administratif indiquant le montant estimé, du fait des réserves formulées, du surcoût d'achèvement des travaux ou services ou des livraisons de fournitures. Le montant qui me sera réclamé ne pourra être supérieur au montant indiqué dans le certificat administratif sans pouvoir dépasser le montant garanti. Je procéderai au paiement dès lors que j'aurai reçu l'ensemble des pièces énumérées ci-dessus sans soulever aucune contestation quant à leur contenu.

Les sommes payées resteront acquises à la personne publique quel que soit le motif d'inexécution des travaux ou services ou des livraisons des fournitures, même en cas de force majeure, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du titulaire, mon engagement étant autonome par rapport aux éventuelles dettes de ce dernier.

La présente garantie prendra fin dans les conditions prévues à l'article R. 2191-42 et R. 2391-25 du code de la commande publique.

Par ailleurs, je certifie avoir été agréé par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution mentionnée à l'article L. 612-1 du code monétaire et financier.

Le droit français est seul applicable au présent engagement ; les tribunaux français sont seuls compétents.

A....., le

Signature du représentant de l'organisme apportant sa garantie

PROJET

ANNEXE 4 : SURVEILLANCE MEDICALE DU PERSONNEL D'ENTREPRISE EXTERIEURE APPELEE A TRAVAILLER SUR LE SITE DE MARCOULE

La surveillance médicale du personnel d'entreprise extérieure appelé à travailler sur le site de Marcoule est exercée sous la responsabilité de l'entreprise. Ce personnel doit pouvoir présenter à la demande du CEA la fiche médicale d'aptitude (article D4624-47 du Code du Travail) délivrée par le médecin du travail de l'entreprise et attestant qu'il a suivi une visite médicale légale.

Les salariés d'entreprises extérieures appelés à travailler sous rayonnements ionisants (intervenant en zone contrôlée et donc classés A ou B) et ceux soumis à un risque particulier sur le site de Marcoule font l'objet d'un suivi individuel renforcé de leur état de santé, en application des articles R4624-22 et suivants du code du travail.

Le Service de Prévention et de Santé au Travail (SPST) et le Laboratoire d'Analyses Biologiques de Marcoule (LABM) du CEA Marcoule réalisent pour le compte des entreprises extérieures, les examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA, conformément à l'article R4513-11 du code du travail.

Le SPST via le LABM n'assure que l'évaluation de l'exposition interne liée à l'objet du marché (examens radiotoxiques de début et fin de chantier, suivis systématiques, prélèvements nasaux, anthroporadiométries, ...) demandé par le médecin du travail.

Les résultats des examens sont transmis au médecin du travail de l'entreprise extérieure.

Les frais correspondants à ces examens seront facturés par le CEA Marcoule selon les modalités décrites ci-après.

1/ GRILLE TARIFAIRE

Les tarifs applicables pour chaque examen sont ceux en vigueur l'année de la réalisation des examens. Les tarifs applicables au 1^{er} janvier 2025 sont définis ci-après par typologie d'examen.

Scénario	Examens	Coût unitaire en €HT
Systématique	GAMMA TOTAUX ORG. ENTIER SYST.	135,3 €
	SPECT. X POUMONS	248,0 €
	ACTINIDES FECES SYSTEMATIQUES	689,3 €
	TRITIUM URINES SYSTEMAT.	13,5 €
	URANIUM SELLES SYST. ACTIVITE	397,8 €
En cas d'Incident	NASaux - ALPHA SPR INCIDENT	14,5 €
	NASaux - BETA SPR INCIDENT	14,5 €
	NASaux - ALPHA SMT INCIDENT	14,5 €
	NASaux - BETA SMT INCIDENT	14,5 €
	GAMMA TOTAUX ORG. ENTIER INCID	135,3 €
	ACTINIDES FECES INCIDENT	689,3 €
	DETEC. X/GAMMA Blessure	141,7 €
	TRITIUM URINES INCIDENT	11,3 €
	Visite Médecin	60 €

2/ FACTURATION

Le CEA transmettra ses factures semestriellement à terme échu sur la base du récapitulatif des examens considérés par salarié de l'entreprise bénéficiaire, à qui le SPST du CEA Marcoule a adressé une convocation sur la période.

Les factures seront établies par le Service Financier et Contrôle de Gestion (SFCG) du CEA Marcoule et adressées par voie dématérialisée à l'entreprise extérieure.

Les factures seront réglées au CEA, par virement bancaire à la BNP Paribas – PARIS-AG-CENTRALE ENTREPRISES (00818), 9 – 11 rue Marivaux, 75002PARIS, IBAN : FR76 3000 4008 1800 0212 1622 127, SWIFT : BNPAFRPPXXX, dans un délai de 30 jours fin de mois à compter de leur date d'émission

Les examens d'analyses de biologie médicale sont exonérés de TVA conformément à l'article 261-4-1° du code général des impôts.

Tout retard dans le paiement de la facture donnera lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable, à la facturation par le CEA, pour chaque jour calendaire de retard, d'intérêts de retard calculés sur la base du taux légal multiplié par 3 ainsi qu'au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros. Le décompte des pénalités débute le jour suivant immédiatement la date d'échéance et se termine le jour du règlement effectif.

3/ EVOLUTION TARIFAIRE

Les tarifs précités sont fermes pour l'année 2025 et seront révisés au 1^{er} janvier de chaque année selon la formule de révision suivante :

$$P = P_0 \times \left(0,75 \times \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TS_0} + 0,25 \times \frac{CPF\ 32.50}{CPF\ 32.50_0} \right)$$

dans laquelle :

P = Tarifs révisés pour l'année N+1,

P₀ = Tarifs applicables de l'année N.

ICHTrév-TS = valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges - Tous salariés – Activités spécialisées, scientifiques et techniques, publié au Bulletin Mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001565195 pour le mois de juin 2025 pour le calcul des tarifs révisés de l'année 2026 puis pour le mois de juin de l'année N pour le calcul des prix révisés de l'année N+1.

ICHTrév-TS₀ = valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges - Tous salariés – Activités spécialisées, scientifiques et techniques, publié au Bulletin Mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001565195 pour le mois de juin 2024 pour le calcul des tarifs révisés de l'année 2026 puis pour le mois de juin de l'année N-1 pour le calcul des prix révisés de l'année N+1.

CPF 32.50 = Valeur de l'indice du prix de production de l'industrie française pour le marché français ; instruments et fournitures à usage médical et dentaire, publié au Bulletin Mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 010763978 pour le mois de juin 2025 pour le calcul des tarifs révisés de l'année 2026 puis pour le mois de juin de l'année N pour le calcul des prix révisés de l'année N+1.

CPF 32.50₀ = Valeur de l'indice du prix de production de l'industrie française pour le marché français ; instruments et fournitures à usage médical et dentaire, publié au Bulletin Mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 010763978 pour le mois de juin 2024 pour le calcul des tarifs révisés de l'année 2026 puis pour le mois de juin de l'année N-1 pour le calcul des prix révisés de l'année N+1.

Le coefficient de révision des prix ainsi obtenu sera arrondi au millième inférieur.